

L'ETAT AU PRISME DU CONTROLE DES DEVIANCES : PLAIDOYER POUR UNE APPROCHE ETHNOGRAPHIQUE.

CENTRE MARC BLOCH, BERLIN, 13 ET 14 NOVEMBRE 2008

Ces journées auront pour objectif de valoriser une approche ethnographique, « par le bas », du pouvoir de l'Etat dont l'exercice apparaît directement observable au sein d'espaces interactionnels et/ou conflictuels mettant en scène agents étatiques et populations cibles. Les espaces qui retiendront plus particulièrement notre attention seront ceux assignés au contrôle des groupes de population étiquetés comme « déviants »¹ par les agents du contrôle. L'étude de ces espaces sera également l'occasion d'un retour sur le positionnement du chercheur sur son terrain d'enquête, en particulier lorsque celui-ci est présenté comme fermé aux sciences sociales.

« Minés »², « difficiles »³, « problématiques »... certains terrains et objets résistent singulièrement au travail d'enquête, à la construction de problématiques et à la restitution des résultats. Ce constat est, entre autres, particulièrement prégnant dans le champ de recherche sur les déviations et les institutions de contrôle. L'opacité des institutions, les difficultés d'accès aux terrains, la résistance des acteurs, la co-existence parfois difficile avec les savoirs militants, l'actualité politique « brûlante » de certains objets sont autant de raisons qui rendent délicates l'observation et l'analyse des instances au sein desquelles la puissance publique s'incarne.

La plupart des travaux de recherche déjà disponibles s'attachent avant tout à objectiver la position du chercheur sur son terrain et l'influence de cette dernière sur la production des résultats⁴. Prenant acte de cette littérature existante, ces deux journées d'études auront pour objectif de lier les conditions de production de la connaissance au processus de construction des résultats dans le cas particulier d'une analyse de l'« Etat au concret »⁵. Celle-ci s'appuiera non pas tant sur l'étude de l'action publique, qui se focalise souvent sur l'analyse des discours produits par les décideurs politiques, mais davantage sur une ethnographie des pratiques des agents, quel que soit leur positionnement au sein de l'institution. Cette démarche procède de l'hypothèse que la compréhension de l'Etat et de l'exercice de son/ses pouvoir(s) ne saurait être réduite à l'imposition unilatérale des prérogatives de la puissance publique sur des populations cibles. Au contraire, c'est dans les interactions entre agents de l'Etat et individus ou groupes d'individus visés par leur action que le pouvoir étatique prend corps comme « quelque chose qui circule », et dont les agents institutionnels et les populations cibles sont à la

¹ Voir la définition de la « déviance » par H. S. Becker : « [...] la déviance est créée par les réactions des gens à des types particuliers de comportements et par la désignation de ces comportements comme déviants. [...] Les normes créées et conservées par cette désignation, loin d'être unanimement acceptées, font l'objet de désaccords et de conflits parce qu'elles relèvent de processus de type politique à l'intérieur de la société ». Cf. Howard S. Becker, *Outsiders, Etudes de sociologie de la déviance*, Paris : Métailié, 1985, p. 41.

² Voir *Ethnologie française*, numéro spécial sur « Terrains minés en ethnologie », 31, 1, 2001.

³ Voir *Revue Française de Science Politique*, numéro spécial sur « Enquêter en milieu difficile », 57, 2007.

⁴ Dans la littérature allemande sur le rapport du chercheur à son terrain et la méthode ethnographique, voir Uwe Flick, *Qualitative Forschung. Theorie, Methoden, Anwendungen in Psychologie und Sozialwissenschaften*, Hamburg : Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1995 ; Stefan Hirschauer, « Ethnographisches Schreiben und die Schwierigkeit des Sozialen. Zu einer Methodologie der Beschreibung », *Zeitschrift für Soziologie*, 30, 6, 2001, p. 407-428 ; Hubert Knoblauch, « Fokussierte Ethnographie », *Sozialer Sinn*, 1, 2001, p. 123-141.

⁵ Jean-Gustave Padioleau, *L'Etat au concret*, PUF, Paris, 1982.

fois les « effets » et les « relais »⁶. De ce fait, nous privilégierons ici l'observation ethnographique des interactions – tant formelles qu'informelles, tant pratiques que discursives – entre agents de l'Etat et populations cibles de l'action publique.

De ces interactions entre Etat et groupes cibles, nous retiendrons celles qui apparaissent comme le lieu de la production ou de la fixation de l'étiquetage⁷ de « déviant », et notamment celles mettant en scène des agents des « métiers d'ordre »⁸ - entendus comme ceux exercés au sein de la police, de la sécurité privée⁹, de la prison ou de l'armée. Objets de débats publics et d'investissements militants, ces systèmes interactionnels entre représentants d'un ordre (juridique, moral, politique) dominant et populations étiquetées comme déviantes résistent au « projet de connaître »¹⁰ des sciences sociales et politiques. Ils sont de ce fait considérés comme « brûlants », soit en raison des critiques associées à la mise en œuvre des prérogatives de la puissance publique, soit en lien avec les activités des groupes d'individus sur lesquels cette dernière s'exerce.

Si la prétention à saisir l'Etat est souvent considérée comme l'apanage de la science politique, les interactions et espaces d'interaction qui nous intéressent ici n'en constituent pas moins des terrains de recherche investigués par d'autres disciplines. L'histoire (et en particulier la socio-histoire), la sociologie, l'anthropologie ou la géographie, si elles n'ont pas toujours pour finalité de proposer une analyse de l'Etat, se sont depuis longtemps intéressées aux institutions et aux espaces où le pouvoir étatique s'exerce et à leur historicité¹¹. Ces journées d'étude auront donc vocation à accueillir les communications issues de ces différentes disciplines et à contribuer ainsi à un échange interdisciplinaire autour d'une analyse du pouvoir de l'Etat. Les contributions auront notamment pour souci de resituer les institutions et les acteurs agissant en leur nom au sein des rapports sociaux et de pouvoir dans lesquels ils s'encastrent, tout en approfondissant la question du rapport au terrain dans la présentation de leurs analyses.

Organisées par le Laboratoire Européen Associé (CESDIP, Institut Max Planck) en partenariat avec le Centre franco-allemand de recherche en sciences sociales de Berlin (Centre Marc Bloch), l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, la Berlin Graduate School of Social Sciences (Université Humboldt de Berlin) et l'Institut de sciences politiques de l'Université de Leipzig, ces journées d'étude auront pour but de valoriser les travaux émanant de doctorants, post-doctorants et chercheurs rattachés à des institutions françaises ou allemandes. Toutefois, afin d'enrichir l'échange scientifique visé par cet événement, les

⁶ Michel Foucault, *Il faut défendre la société, Cours au Collège de France, 1976*, Paris, Gallimard : Seuil, 1997, p. 27.

⁷ Les groupes d'individus étudiés ici pourront - sans s'y réduire - inclure les migrants (en particulier lorsqu'ils sont soupçonnés d'irrégularité), les prostitué-e-s (sans les autonomiser d'un « continuum d'échanges économique-sexuels » voir Paola Tabet, *La grande arnaque, Sexualité des femmes et échange économique sexuel*, Paris : L'Harmattan, 2004), les usagers de drogues, ou tout groupe social sur lequel porte un stigmat (voir Goffman, *Stigmat. Les usages sociaux du handicap*, Paris : Editions de Minuit, 1963) ou un soupçon de déviance.

⁸ Voir le numéro « Classer et hiérarchiser : se distinguer dans les métiers d'ordre » de *Sociétés contemporaines*, à paraître en 2008.

⁹ L'affectation par l'Etat d'agents de sécurité privée au contrôle de certains espaces de coercition étatique, tels les centres de rétention pour étrangers par exemple, nous permet d'inclure la sécurité privée dans ce projet d'ethnographie de la puissance publique.

¹⁰ Jean-Paul Brodeur, « La police : mythes et réalités », *Criminologie*, 17, 1, 1984, p. 9.

¹¹ A titre d'exemple, et sans prétention d'exhaustivité, voir, en histoire, les travaux de Gérard Noiriel, Alexis Spire, Olivier Forcade et Sébastien Laurent ou encore Clifford Rosenberg ; en sociologie, Michael Lipsky, Philippe Bourgois, Elihu Katz, Vincent Dubois, etc. ; en anthropologie, Didier Fassin, Michael Herzfeld, Marc Abélès, Josiah Heyman, Roland Girtler, etc.

propositions s'inscrivant dans d'autres contextes nationaux seront également les bienvenues. Pour des raisons pratiques de traduction des communications, les langues d'intervention devront être l'allemand ou le français, l'interprétariat ne pouvant être assuré que pour ces deux langues.

Les propositions, sous la forme d'un résumé de 300 mots environ, devront nous parvenir avant le 30 mai 2008 et préciser, autant que faire se peut, les possibilités de financement de l'intervenant. Seuls les participants dont les institutions de rattachement ne peuvent prendre en charge le déplacement et/ou l'hébergement verront leurs frais totalement ou partiellement remboursés. Une version du texte devra être communiquée aux organisateurs au plus tard le 15 octobre 2008 afin que les discutants prévus pour chacun des panels puissent en prendre connaissance suffisamment tôt.

Les communications doivent être adressées à : Staatsethno@googlemail.com et la réception en sera confirmée par retour de mail.

Comité d'organisation :

Mathilde Darley, Sciences Po Paris - CERI / Centre Marc Bloch

Jérémy Gauthier, Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) / Institut Max Planck Freiburg

Eddie Hartmann, Berlin Graduate School of Social Sciences (Humboldt-Universität zu Berlin) / Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)

Gwénaëlle Mainsant, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) Paris - IRIS / Centre Marc Bloch Berlin